

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



« VOIES ET MOYENS »

ANNEXE AU SECOND PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021



EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
I- EVALUATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	2
A- LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES	4
B- LES PROJECTIONS DES RECETTES BUDGETAIRES	5
B-1 LES RECETTES FISCALES	5
1. Impôts directs	6
2. Impôts indirects et Droits de porte.....	6
B-2 LES RECETTES NON FISCALES.....	9
B-3 RECETTES EXCEPTIONNELLES.....	10
C- RECETTES EXTERNES	10
C-1 DONS PROJETS ET LEGS (Dons en capital)	10
C-2 DONS PROGRAMMES (Dons budgétaires)	10
ANNEXES	13
ANNEXE 1 : IMPOTS DIRECTS (0711 à 0713)	14
ANNEXE 2 : LES IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES (0715).....	15
ANNEXE 3 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE (0716).....	16
ANNEXE 4 : DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION (0717)	17
ANNEXE 5 : AUTRES RECETTES FISCALES	17
ANNEXE 6 : TABLEAU RECAPITULATIF DES IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719).....	17
ANNEXE 7 : TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES FISCALES (0711 à 0719).....	18
ANNEXE 8 : REVENUS DE L'ENTREPRISE ET DU DOMAINE (0721).....	18
ANNEXE 9 : AUTRES RECETTES NON FISCALES (0723, 0724, 0729)	19
ANNEXE 10 : TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES (0721 à 0729).....	19
ANNEXE 11 : DONS ET LEGS (Article 012 et Paragraphe 0742).....	19
ANNEXE 13 : NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES PREVUES DANS LA LFR1 2021	20

INTRODUCTION

Le présent document d'évaluation des ressources budgétaires de l'Etat communément appelé « **voies et moyens** » est une annexe au Projet de Loi de Finances rectificative. Il présente les projections révisées des ressources budgétaires (recettes fiscales, non fiscales, exceptionnelles et ressources extérieures).

Sur la base de la nomenclature des recettes, il expose en détail les voies et moyens de mobilisation des ressources nécessaires à la prise en charge des dépenses du budget général de l'Etat.

Le document « voies et moyens » est élaboré en respect aux règles prescrites par le décret n° 2012-673 du 4 juillet 2012 portant nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE), modifiée par le décret n° 2018-1932 du 11 octobre 2018 qui classe les recettes, en articles, ainsi qu'il suit :

- 71 : recettes fiscales ;
- 72 : recettes non fiscales ;
- 73 : transferts reçus d'autres budgets ;
- 74 : dons et legs ;
- 75 : recettes exceptionnelles ;
- 77 : produits financiers ;
- 12 : dons projets et legs.

Les projections de recettes ont été revues, de manière consensuelle, à la suite des travaux effectués avec le FMI dans le cadre de l'ICPE tenu au mois de septembre, séance au cours de laquelle chaque service explique son approche méthodologique de révision de ses hypothèses de projection.

Par ailleurs, dans la mise en œuvre de la **Stratégie des Recettes à Moyen Terme** (SRMT), il s'est avéré nécessaire d'intégrer dans le budget général la nouvelle recette affectée au Programme de Modernisation de la Douane et de rapatrier la taxe à la Contribution forfaitaire à la Charge de l'Employeur destinée au sous-secteur de la Formation professionnelle pour renforcer la cohérence fiscale du système.

Aussi, le présent document comporte-il des tableaux (dans le corps du texte ou en annexe) permettant d'illustrer les projections revues des principales recettes budgétaires de l'Etat inscrites dans ce second projet de loi de finances rectificative pour l'année 2021.

I- EVALUATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT

Le document **Voies et Moyens 2021** de la seconde LFR 2021 est élaboré dans un contexte incertain, marqué par la persistance de la pandémie de la Covid-19 qui continue de charrier une incertitude et une volatilité qui déjouent les meilleures prévisions.

Par ailleurs, l'autre facteur qui motive le présent projet est la prise en charge des Droits de Tirages spéciaux (DTS) accordés par le FMI à certains pays à l'effet de les aider à faire face à la pandémie tout en soutenant la reprise économique. Ainsi, sur l'allocation de ces DTS d'un montant de 246,237 milliards FCFA, 196,237 milliards FCFA doivent être constatés dans la présente loi. C'est pour toutes ces raisons que

La seconde Loi de Finances rectificative (LFR2 2021) vient adapter le budget 2021 à de nouveaux paramètres. Elle acte une hausse des recettes de **74,4 milliards FCFA (2,3%)** en raison, d'une part, du rapatriement dans le budget de l'Etat, des recettes affectées d'un montant global de **38,7 milliards FCFA** au titre de la **CFCE** et du **Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes** (PROMAD), et d'autre part, de la constatation des recettes comptabilisées dans le cadre de la mise en œuvre de la **convention de dettes croisées** entre la **SENELEC** et l'**Etat (68,95 milliards FCFA)**.

Toutefois, cette hausse est atténuée par la baisse des dons budgétaires en raison du fait que le Sénégal, devenu pays à risque de dette modéré bas, n'est plus éligible à des dons de la Banque mondiale mais plutôt à des prêts ;

Dans le détail, les recettes se répartissent comme suit :

- ⇒ recettes fiscales : **2 691,4 milliards FCFA** dans la LFR2 contre **2 564,5 milliards FCFA** dans la LFR1, soit une hausse de **126,9 milliards FCFA** en valeur absolue et **4,9%** en valeur relative ;
- ⇒ recettes non fiscales : **121,5 milliards FCFA** contre **118 milliards FCFA** dans la LFR1, soit une hausse de **3,5 milliards FCFA** en valeur absolue et **2,9%** en valeur relative ;
- ⇒ recettes exceptionnelles : **60 milliards FCFA**, elles restent inchangées et sont attendues du programme de cessions foncières dans la zone de l'Aéroport Léopold Sédar SENGHOR, confié à la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- ⇒ tirages sur dons-projets : **223 milliards FCFA** contre **228 milliards FCFA** dans la LFR1, soit une baisse de **5 milliards FCFA** ;
- ⇒ dons budgétaires : **13 milliards FCFA** contre **64 milliards FCFA** dans la LFR1, soit une baisse significative de **51 milliards FCFA** en valeur absolue et **79,7%** en valeur relative.

L'évaluation des Comptes spéciaux du Trésor (CST) donne un niveau stable de **135,95 milliards FCFA** entre la LFR1 et la LFR2 de la gestion 2021.

A- LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

La mise en œuvre de la SRMT nécessite une entière appropriation par les administrations de recettes afin d'atteindre l'objectif de pression fiscale de 20% du PIB en 2023. Les mesures suivantes visant à accélérer la mise en œuvre de la SRMT seront poursuivies en vue :

- du développement et lancement d'une campagne de communication interne et externe ;
- de l'organisation d'un évènement de haut niveau avec toutes les parties prenantes pour approuver la matrice révisée d'exécution de la SRMT et assurer sa bonne appropriation par les entités publiques en charge de sa mise en œuvre ;
- de la mise en place des organes de pilotage de la SRMT avec la nomination des membres du comité stratégique dirigé par le Ministre des Finances et du Budget, et la suppression du Comité de pilotage pour limiter les goulets d'étranglement ;
- de l'opérationnalisation de l'unité d'exécution stratégique ;
- de l'adoption d'un plan de suivi et d'évaluation de la SRMT.

Aussi, de nouvelles mesures de politique et d'administration fiscales et douanières seront-elles poursuivies pour atteindre les prévisions de recettes escomptées.

Malgré une conjoncture économique peu reluisante, l'Etat compte sur des mesures d'administration pour conforter les recettes douanières. Ces mesures comprennent notamment :

- une meilleure gouvernance de la valeur en douane, à travers un suivi des 50 produits les plus pourvoyeurs de recettes ;
- un renforcement du contrôle après dédouanement axé sur les produits à risque ;
- un suivi plus affiné, dans le portefeuille des créances, des niches attendues de la TVA suspendue ;
- un contrôle ciblé d'apurement des comptes de régimes suspensifs au niveau des unités de première ligne et a posteriori, qui s'appuiera également sur la modernisation du transit avec l'interconnexion des systèmes informatiques des pays concernés, en vue de minimiser les déperditions de recettes sur le critère des déclarations non apurées ;
- une disponibilité permanente du système de dédouanement GAINDE, avec le lancement déjà effectif d'une nouvelle version plus robuste et hautement disponible permettant d'assurer, d'amont en aval du processus de dédouanement, une bonne prise en charge des marchandises adossée à un fichier valeur dynamique ;
- enfin, la poursuite de la rationalisation des dépenses fiscales par une automatisation plus poussée de l'application de gestion et de suivi des exonérations.

Concernant **la mobilisation des ressources extérieures**, il s'avère nécessaire de revoir à la baisse les dons projets et les dons budgétaires pour un montant global de 56 milliards FCFA.

B- LES PROJECTIONS DES RECETTES BUDGETAIRES

Ce second projet de loi de finances rectificative 2021 élaboré dans un contexte de crise sanitaire de la Covid-19, révisé à la hausse le niveau de recouvrement des recettes budgétaires. Ainsi, les recettes de la loi de finances sont attendues en hausse de **74,4 milliards FCFA** par rapport à la LFR1 2021, soit **2,3%** en valeur relative.

Les recettes budgétaires sont composées :

- des recettes fiscales et non fiscales pour un montant de **2 812,85 milliards FCFA** dans la présente LFR2 2021 contre **2 682,53 milliards FCFA** à la LFR1 2021, soit une hausse en valeur absolue de **130,32 milliards FCFA** et **4,86%** en valeur relative. Cette hausse est entièrement imputable aux recettes fiscales qui augmentent de **126,9** milliards FCFA par rapport à la LFR1 2021 ;
- des recettes exceptionnelles pour un montant identique de **60 milliards FCFA** par rapport à la LFR1 2021 ;
- des dons budgétaires et des dons projets qui baissent respectivement de **51 milliards FCFA** et **5 milliards FCFA**, soit un total de **56 milliards FCFA** pour ces recettes externes dans la LFR2 2021.

Le tableau récapitulatif ci-après présente par grandes catégories, les recettes prévues pour la 2^{ème} loi de finances rectificative de l'année 2021 :

En milliards FCFA

CATEGORIES DE RECETTES	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	Variation	Taux
Recettes fiscales	2 564,50	2 564,50	2 691,35	126,86	4,95%
Recettes non fiscales	133,53	118,03	121,5	3,46	2,94%
Recettes exceptionnelles	60	60	60	0	0%
Dons projets et legs	268	228	223	-5	-2,19%
Dons programmes (Dons budgétaires)	64	64	13	-51	-79,69%
Recettes des comptes spéciaux du trésor	135,9	135,9	135,9	0	0,00%
TOTAL	3 225,97	3 170,43	3 244,80	74,37	2,35%

B-1 LES RECETTES FISCALES

Les prévisions de recettes fiscales s'élèvent à **2 691,35 milliards FCFA** dans la seconde loi de finances rectificative de l'année 2021, soit une hausse de **126,86 milliards FCFA** par rapport à la LFR1 2021.

Par nature, **les recettes fiscales** sont ainsi réparties :

1. Impôts directs

Sur la base des hypothèses des projections représentées ci-dessous, le montant des impôts directs est évalué à **803,50 milliards FCFA** dans la LFR2 2021 contre **764,15 milliards FCFA** dans la LFR1, soit une hausse de **39,35 milliards FCFA** en valeur absolue et **5,15%** en valeur relative.

Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse attendue de l'Impôt sur les salaires et autres rémunérations qui passent de **409,58 milliards FCFA** à **459,30 milliards FCFA**, soit une hausse de **49,72%** en valeur relative et une augmentation de l'impôts sur le patrimoine de **2,49 milliards FCFA** mais atténuée par une baisse de l'impôt sur les salaires et autres rémunérations de **12,87 milliards FCFA** (4,22%).

Cette hausse s'explique en partie, par l'impact attendu de la mise en œuvre du programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes (XEYU NDAW GNI).

Tableau sur les hypothèses de projection des impôts directs :

<i>Impôts directs</i>	<i>Hypothèses de projection</i>
Impôt sur les sociétés (IS) 2021	Taux de rendement de l'IS x VA secteurs secondaire et tertiaire en 2020
Impôt sur le revenu (y c retenus CCAP)	Ratio par rapport au PIB non agricole
IRVM/IRC et Taxe de plus-value	Maintien d'un ratio constant par rapport au PIB nominal

Source : Campagnes des Budgets économiques 2020 (sous-groupe Finances publiques)

Pour ce qui est de la ligne « Impôts sur le patrimoine », il est projeté sur la base d'un ratio sur le Droit d'enregistrement et d'hypothèque (en moyenne 58%), il est évalué à **51,99 milliards FCFA** et est composé des droits d'hypothèque, de la Contribution globale unique (CGU) et de la Contribution globale foncière (CGF). C'est un impôt synthétique dont une part est destinée aux collectivités territoriales et l'autre, la part budgétaire.

2. Impôts indirects et Droits de porte

Les impôts indirects et droits de porte sont prévus pour un montant de **1 887,85 milliards FCFA** dans la LFR2 contre **1 800,34 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit une hausse de **87,51 milliards FCFA** en valeur absolue et **4,86%** en valeur relative.

Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse attendue des « droits d'enregistrement et de timbre » pour un montant de **71,03 milliards FCFA**, soit **136,15%** et des « autres recettes fiscales » pour **15,27 milliards FCFA**, soit **8,63%** en valeur relative.

Le Tableau ci-dessous, présente les hypothèses de projection des impôts directs :

<i>Impôts indirects</i>	<i>hypothèses de projection</i>
Taxes sur biens et services	
TVA intérieure hors pétrole	Ratio par rapport au PIB nominal aux coûts des facteurs
Taxe sur les activités financières	Evolution de la VA des services financiers
Taxe sur la consommation hors pétrole	Ratio par rapport au revenu national disponible évalué à partir du Pib nominal, des revenus nets et transferts nets
Taxe sur les contrats d'assurance	Maintien de la tendance antérieure
CSMC contribution spéc. mines et carrières	Ratio par rapport à la VA construction
Droits douane	
TVA import et droit de porte hors pétrole	Rattrapage en 2021 (hausse globale de 31,4% par rapport à 2020)

Source : Campagnes des Budgets économiques 2020 (sous-groupe Finances publiques)

Les impôts indirects se décomposent comme suit :

➤ **Droits et taxes à l'importation**

Ils s'établissent à **325,30 milliards FCFA** dans la LFR2 contre **331,91 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit une baisse de **6,62 milliards FCFA** en valeur absolue et **1,99%** en valeur relative. Ils sont composés des lignes « droits de porte hors pétrole » et « droits de porte pétrole » pour des montants respectifs de **294,50 milliards FCFA** et **30,80 milliards FCFA**. La hausse de **10,40 milliards FCFA** sur les « droits de porte pétrole » peut s'expliquer par les effets attendus des actions relatives à une meilleure gouvernance de la valeur en douane et un renforcement du contrôle après dédouanement axé sur les produits à risque (analyse des données miroir).

➤ **Taxes spécifiques sur la consommation intérieure**

Les taxes spécifiques sur la consommation intérieure sont projetées à la baisse dans la LFR à **200,79 milliards FCFA** contre **252,81 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit **52,01 milliards FCFA** en valeur absolue et **20,57%** en valeur relative. Cette situation est imputable principalement à la baisse des recettes attendues de taxe sur les bouillons alimentaires et à la taxe sur le tabac.

➤ **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

Cette rubrique est positionnée à **942,90 milliards FCFA** dans la LFR2 contre **885,89 milliards FCFA** dans la LFR1, soit une hausse de **57,01 milliards FCFA** en valeur absolue et **6,44%** en valeur relative. Cette hausse s'explique, en partie, par la révision des projections de la taxe sur

la valeur ajoutée à l'importation qui passent de **467,34 milliards FCFA** à **505,90 milliards FCFA**, soit une hausse en valeur relative de **8,25%**.

S'agissant de la **TVA intérieure**, elle ressortirait en hausse de **18,45 milliards FCFA** en valeur absolue et **4,41%** en valeur relative passant ainsi de **437 milliards FCFA** dans la LFR2 à **458,55 milliards FCFA** dans la LFR1 2021. Pour rappel, cette ligne est projetée sur la base d'un ratio moyen par rapport au PIB nominal au coût des facteurs mais tenant compte également de l'évolution de l'activité économique de l'exercice en cours.

➤ **Taxe sur les activités financières (TAF)**

Elle est projetée à **80 milliards FCFA** dans la LFR2 contre **76,28 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit une hausse de **3,72 milliards FCFA** en valeur absolue et **4,87%** en valeur relative.

➤ **Taxe sur les conventions d'assurance et taxe sur les véhicules**

Elles sont projetées à **9,70 milliards FCFA** dans la LFR2 2021 contre **9,71 milliards FCFA** dans la LFR1, soit une légère baisse **0,18%** en valeur relative.

➤ **Droits d'enregistrement et de timbre**

Ils sont prévus pour un montant de **123,20 milliards FCFA** dans la présente LFR2 contre **52,17 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit une hausse de **71,03 milliards FCFA** en valeur absolue et **136,15%** en valeur relative. Cette ligne ayant enregistré une progression assez régulière jusqu'en 2018, a subi à partir de 2019, une baisse constatée sur les droits d'enregistrement (autres que l'impôt sur le patrimoine) du fait de la suppression du droit de timbre sur le billet d'avion. Il est à noter que la projection de cette ligne prend en compte la baisse du taux de taxation des transactions immobilières.

➤ **Autres recettes fiscales**

Elles se situent dans la LFR2 2021 à **192,35 milliards FCFA** contre **176,98 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit une hausse de **15,37 milliards FCFA** en valeur absolue et **8,69%** en valeur relative. Cette hausse est liée principalement à la ligne « CODEC, CST, PCA » qui passe de **34,07 milliards FCFA** à **54,4 milliards FCFA** et dans une moindre mesure, à la Contribution spéciale sur les Produits des Mines et Carrières (CSMC) qui enregistre une hausse de **351,52 millions FCFA**.

- **Le Fonds de Sécurisation des Importations de Produits pétroliers (FSIPP)**

Il est révisé à la hausse pour un montant de **20,62 milliards FCFA** dans cette présente LFR2 2021, passant ainsi de **62,68 milliards FCFA** à **83,3 milliards FCFA**. Cette situation découle d'une bonne maîtrise des prix à la pompe par rapport au cours du baril de pétrole au plan international.

En effet, dans la structure des prix, cette ligne est utilisée pour maintenir les prix stables en cas de variation des cours mondiaux. Autrement dit, avec ce mécanisme de compensation, le FSIPP constitue, pour l'Etat, l'un des principaux leviers de péréquation afin d'assurer un approvisionnement correct et régulier en hydrocarbures raffinés.

- **La Contribution spéciale sur les Produits des Mines et Carrieres (CSMC)**

Arrêtée à **0,85 milliard FCFA** dans la LFR2 2021, la CSMC est en hausse par rapport à la LFR1 2021 de **0,35 milliard FCFA** en valeur absolue, soit **70,30%** en valeur relative. Toutefois, il faut noter que cette rubrique est confrontée à des difficultés de recouvrement liées aux réticences des acteurs du secteur minier.

- **La Taxe Conseil sénégalais des Chargeurs (COSEC)**

Arrêtée à **16,5 milliards FCFA** dans la LFR2 2021 contre **18,62 milliards FCFA** dans la LFR1, la taxe COSEC enregistre une baisse de **2,12 milliards FCFA**, soit **11,38%** en valeur relative.

B-2 LES RECETTES NON FISCALES

Elles passent de **121,5 milliards FCFA** dans la LFR2 contre **118,03 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit une hausse de **3,46 milliards FCFA** en valeur absolue et **2,94%** en valeur relative. Cette variation est imputable en partie à la ligne « Produits financiers » qui connaît une hausse de **3,93 milliards FCFA** (9,13%).

- **Revenus de l'Entreprise et du Domaine**

Cette ligne est projetée à **64,70 milliards FCFA** dans la présente LFR2 contre **67,73 milliards FCFA** dans la présente LFR1 2021, soit une baisse de **3,03 milliards FCFA** en valeur absolue et **4,48%** en valeur relative.

- **Produits financiers**

Les produits financiers sont estimés à **47 milliards FCFA** dans la présente LFR2 contre **43,07 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit une hausse de **3,93 milliards FCFA** en valeur absolue et **9,13%** en valeur relative.

- **Autres recettes non fiscales**

Évaluées à **9,80 milliards FCFA** dans la LFR2 contre **7,23 milliards FCFA** dans la LFI 2021, les autres recettes non fiscales enregistrent une hausse de **2,56 milliards FCFA** en valeur absolue et **35,45%** en valeur relative. Elles sont constituées par les « contributions et participations financières » et les « autres recettes non fiscales non ventilées ».

B-3 RECETTES EXCEPTIONNELLES

Elles sont prévues pour un montant de **60 milliards FCFA** dans la présente LFR2 2021 provenant de la cession de terres par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

C- RECETTES EXTERNES

Prévues pour un montant de **236 milliards FCFA** dans la LFR2 2021 contre **292 milliards FCFA** dans la LFR1 2020, les recettes externes enregistrent une baisse drastique de **56 milliards FCFA** en valeur absolue et **19,2%** en valeur relative.

Les recettes externes sont réparties ainsi qu'il suit :

C-1 DONS PROJETS ET LEGS (Dons en capital)

Il s'agit de subventions allouées à l'Etat par les partenaires au développement pour financer des projets d'investissement. Pour cette LFR2 2021, ils sont évalués à **223 milliards FCFA** contre **228 milliards FCFA** dans la LFR1 2021, soit une baisse de **5 milliards FCFA** en valeur absolue et **2,2%** en valeur relative.

C-2 DONS PROGRAMMES (Dons budgétaires)

Ils passent de **64 milliards FCFA** dans la LFR1 2021 à **13 milliards FCFA** dans la LFR2 2021, soit une baisse de **51 milliards FCFA** en valeur absolue et **79,7%** en valeur relative. Cette baisse s'explique par le reclassement du Sénégal parmi les pays à risque de dette modéré bas qui rend notre pays inéligible à des dons de la Banque mondiale.

**TABLEAU GENERAL RECAPITULATIF DE L'EVALUATION DES RECETTES
POUR LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'ANNEE 2021
PAR MONTANT ET PAR ARTICLE**

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
071- RECETTES FISCALES	2 564 491 903	2 564 491 903	2 691 350 000	126 858 098	4,95%
072- RECETTES NON FISCALES	133 534 130	118 034 130	121 500 000	3 501 190	2,97%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (hors FSE)	2 698 026 032	2 682 526 032	2 812 000 000	130 359 288	4,86%
075- RECETTES EXCEPTIONNELLES (FSE)	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0,00%
TOTAL RECETTES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 75, 29, 14, 16, 17)	2 758 026 032	2 742 526 032	2 872 885 320	130 359 288	4,75%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	268 000 000	228 000 000	223 000 000	-5 000 000	-2,19%
074 - DONS PROGRAMMES	64 000 000	64 000 000	13 000 000	-51 000 000	-79,69%
TOTAL RECETTES EXTERNES (ARTICLES 12 et 74)	332 000 000	292 000 000	236 000 000	-56 000 000	-19,18%
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL	3 090 026 032	3 034 526 032	3 108 885 320	74 359 288	2,45%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	135 950 000	135 950 000	135 950 000	50 000	0,04%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 225 976 032	3 170 429 030	3 244 800 000	74 370 970	2,35%

**TABLEAU GENERAL RECAPITULATIF DE L'EVALUATION DES RECETTES
POUR LE PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'ANNEE 2021
PAR TITRE, ARTICLE, PARAGRAPHE**

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	316 695 186	305 074 277	292 200 018	-12 874 259	-4,22%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	384 926 513	409 579 291	459 300 000	49 720 709	12,14%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	37 388 234	49 500 000	51 999 982	2 499 982	5,05%
TOTAL IMPOTS DIRECTS	739 009 934	764 153 568	803 500 000	39 346 432	5,15%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	1 270 753 276	1 239 271 248	1 247 092 246	7 820 998	0,63%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	52 170 728	52 170 728	123 200 000	71 029 272	136,15%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	319 881 566	331 916 355	325 300 000	-6 616 355	-1,99%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	182 676 399	176 980 004	192 257 754	15 277 750	8,63%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)	1 825 481 969	1 800 338 335	1 887 850 000	87 511 665	4,86%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	2 564 491 903	2 564 491 903	2 691 350 000	126 858 098	4,95%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES					
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	67 731 775	67 731 775	64 700 000	-3 031 775	-4,48%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	58 567 034	43 067 034	47 000 000	3 932 966	9,13%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	7 235 320	7 235 320	9 800 000	2 564 680	35,45%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	133 534 130	118 034 130	121 500 000	3 465 870	2,94%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	2 698 026 032	2 682 526 032	2 812 850 000	130 323 968	4,86%
075 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0,00%
TOTAL ARTICLES 75, 729, 14, 16 et 17	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0,00%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)	2 758 026 032	2 742 526 032	2 872 850 000	130 323 968	4,75%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	268 000 000	228 000 000	223 000 000	-5 000 000	-2,19%
074 - DONS PROGRAMMES	64 000 000	64 000 000	13 000 000	-51 000 000	-79,69%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, 15,17 et 74)	332 000 000	292 000 000	236 000 000	-56 000 000	-19,18%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	3 090 026 032	3 034 526 032	3 108 850 000	74 323 968	2,45%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	135 950 000	135 950 000	135 950 000	0	0,00%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 225 976 032	3 170 429 030	3 244 800 000	74 370 970	2,35%

ANNEXES

ANNEXE 1 : IMPOTS DIRECTS (0711 à 0713)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
071- RECETTES FISCALES					
0711- Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital					
07111- IMPOTS SUR LES SOCIETES	249 787 610	238 201 225	221 000 000	-17 201 225	-7,22%
TOTAL 07111	249 787 610	238 201 225	221 000 000	-17 201 225	-7,22%
07112- IMPOTS SUR LE REVENU				0	0,00%
071121 Impôts sur le revenu des personnes physiques	7 433 241	7 429 406	7 416 000	-13 406	-0,18%
071122 Impôts sur le revenu des capitaux mobiliers	54 510 436	54 482 309	54 384 000	-98 309	-0,18%
TOTAL 07112	61 943 677	61 911 715	61 800 000	-111 715	-0,18%
07113- TAXE SUR LA PLUS-VALUE DE CESSION				0	0,00%
071131-Taxe sur la plus-value de cession immobilière	4 963 899	4 961 338	9 400 000	4 438 662	89,47%
TOTAL 07113	4 963 899	4 961 338	9 400 000	4 438 662	89,47%
07114- Acompte au titre des importations				0	0,00%
TOTAL 07114				0	0,00%
TOTAL 0711	316 695 186	305 074 277	292 200 018	-12 874 259	-4,22%
712-Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations				0	0,00%
07121- Impôts sur traitements, salaires, pensions et rentes viagères	384 926 513	409 579 291	427 800 000	18 220 709	4,45%
7122- Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur	0	0	31 500 000	31 500 000	0,00%
TOTAL 0712	384 926 513	409 579 291	459 300 000	49 720 709	12,14%
0713- Impôts sur le patrimoine	37 388 234	49 500 000	51 999 982	2 499 982	5,05%
TOTAL 0713	37 388 234	49 500 000	51 999 982	2 499 982	5,05%
TOTAL 0711, 0712, 0713	739 009 934	764 153 568	803 500 000	39 346 432	5,15%

ANNEXE 2 : LES IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES (0715)

Taxes spécifiques sur la consommation intérieure

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
0715-Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services					
07151-Taxes spécifiques sur la consommation intérieure					
Total taxes spécifiques sur la consommation intérieure hors pétrole	97 238 037	116 805 078	94 292 246	-22 512 832	-19,27%
071511- Taxe sur les tabacs	30 275 697	27 939 368	21 284 370,65	-6 654 998	-23,82%
071512- Taxe sur les corps gras alimentaires	3 229 207	2 980 014	2 270 192,08	-709 822	-23,82%
071513-Taxe sur les boissons	15 338 735	14 155 069	10 783 412,39	-3 371 656	-23,82%
071514-Taxe sur le cola	403 651	372 502	283 774,01	-88 728	-23,82%
071515-Taxe sur le thé	202 764	187 117	142 546,94	-44 570	-23,82%
071516-Taxe sur le café	403 651	372 502	283 774,01	-88 728	-23,82%
0715...-Taxe sur les bouillons alimentaires	0	25 000 000	19 045 143,01	-5 954 857	100,00%
071518-Taxe sur le ciment	17 361 237	18 092 246	19 092 246	1 000 000	5,53%
0715110 RUTEL	28 810 265	26 587 021	20 254 145,00	-6 332 876	-23,82%
071511 Taxe sur les produits cosmétiques	1 212 830	1 119 238	852 641,91	-266 596	-23,82%
071517-Taxe sur les produits pétroliers (y compris TUR)	129 184 200	136 000 000	106 500 000	-29 500 000	-21,69%
TOTAL 07151	226 422 237	252 805 078	200 792 246	-52 012 832	-20,57%

Taxe sur la Valeur Ajoutée - TVA (07152)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR1 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
07152-Taxe sur la valeur ajoutée					
071521- Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	458 944 383	418 548 489	437 000 000	18 451 511	4,41%
071521- Taxe sur la valeur ajoutée intérieure hors pétrole	431 500 613	389 971 039	397 000 000	7 028 961	1,80%
071521- Taxe sur la valeur ajoutée intérieure pétrole	27 443 770	28 577 451	40 000 000	11 422 549	39,97%
071522- Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	485 596 600	467 342 211	505 900 000	38 557 789	8,25%
071522- Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation hors pétrole	386 477 800	380 742 211	385 000 000	4 257 789	1,12%

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR1 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
071522- Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation pétrole	99 118 800	86 600 000	120 900 000	34 300 000	39,61%
TOTAL 07152	944 540 983	885 890 701	942 900 000	57 009 299	6,44%

Taxe sur les activités financières, Taxe sur les conventions d'assurance, Taxe sur les véhicules (07153 à 07155)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
07153 - Taxe sur les activités financières	75 437 812	76 282 788	80 000 000	3 717 212	4,87%
07154 -Taxe sur les conventions d'assurances	11 258 530	9 717 733	9 700 000	-17 733	-0,18%
07155 -Taxe sur les véhicules	13 093 714	14 574 948	13 700 000	-874 948	-6,00%
TOTAL 07153 à 07155	99 790 056	100 575 469	103 400 000	2 824 531	2,81%

ANNEXE 3 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE (0716)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
0716- Droits de timbre et d'enregistrement					
07161-Droits de timbre	24 985 155	24 985 155	25 000 000	14 845	0,06%
07162- Droits d'enregistrement hors impôt sur le patrimoine	27 185 573	27 185 573	98 200 000	71 014 427	261,22%
TOTAL 0716	52 170 728	52 170 728	123 200 000	71 029 272	136,15%

ANNEXE 4 : DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION (0717)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
07171-Droits de douane	319 881 566	331 916 355	325 300 000	-6 616 355	-2%
Droits de porte hors pétrole	294 178 200	311 516 355	294 500 000	-17 016 355	-5%
Droits de porte pétrole	25 703 366	20 400 000	30 800 000	10 400 000	51%
TOTAL 0717	319 881 566	331 916 355	325 300 000	-6 616 355	-2%

ANNEXE 5 : AUTRES RECETTES FISCALES

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
FSIPP	63 517 309	62 677 410	83 300 000	20 622 590	32,90%
CSMC	909 920	500 000	851 518	351 518	70,30%
CODEC, CST, PCA	34 074 771	34 074 771	54 400 000	20 325 229	59,65%
CFCE	0	0			0,00%
COSEC	15 800 400	18 618 000	16 500 000	-2 118 000	-11,38%
PSE	18 900 000	22 302 000	22 302 000	0	0,00%
PROMAD			15 000 000	15 000 000	
Autres recettes fiscales non ventilées	49 474 000	38 807 823		-38 807 823	-100,00%
Total	182 676 399	176 980 004	192 353 518	15 373 514	8,69%

ANNEXE 6 : TABLEAU RECAPITULATIF DES IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	319 881 566	331 916 355	325 300 000	-6 616 355	-1,99%
TAXE SPECIFIQUE SUR LA CONSOMMATION INTERIEURE	226 422 237	252 805 078	200 792 246	-52 012 832	-20,57%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE, TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES	1 019 978 794	962 173 489	1 022 900 000	60 726 511	6,31%
TAXE SUR LES CONVENTIONS D'ASSURANCE ET TAXES SUR LES VEHICULES	24 352 244	24 292 681	23 400 000,00	-892 681	-3,67%
DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE	52 170 728	52 170 728	123 200 000	71 029 272	136,15%
AUTRES RECETTES FISCALES	182 676 399	176 980 004	192 257 754	15 277 750	8,63%

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
TOTAL IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)	1 825 481 969	1 800 338 335	1 887 850 000	87 511 665	4,86%

ANNEXE 7 : TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES FISCALES (0711 à 0719)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
IMPOTS DIRECTS (0711 à 0714)	739 009 934	764 153 568	803 500 000	39 346 432	5,15%
IMPOTS INDIRECTS ET DROITS DE PORTE (0715 à 0719)	1 825 481 969	1 800 338 335	1 887 850 000	87 511 665	4,86%
TOTAL RECETTES FISCALES	2 564 491 903	2 564 491 903	2 691 350 000	126 858 098	4,95%

ANNEXE 8 : REVENUS DE L'ENTREPRISE ET DU DOMAINE (0721)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
072-RECETTES NON FISCALES					
0721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine					
072121- Revenu du domaine immobilier	42 746 276	42 746 276	40 832 888	-1 913 387	-4,48%
072122- Revenu du domaine forestier	4 214 422	4 214 422	4 025 778	-188 644	-4,48%
072123- Revenu du domaine maritime	3 612 361	3 612 361	3 450 667	-161 695	-4,48%
072124- Revenu du domaine minier	15 051 506	15 051 506	14 377 778	-673 728	-4,48%
072125- Revenu du domaine mobilier	2 107 210	2 107 210	2 012 888	-94 322	-4,48%
TOTAL 0721	67 731 775	67 731 775	64 700 000	-3 031 775	-4,48%

ANNEXE 9 : AUTRES RECETTES NON FISCALES (0723, 0724, 0729)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
0723- Amendes et condamnations pécuniaires					
0724- Produits financiers (dont dividendes)	58 567 034	43 567 034	47 000 000	3 432 966	7,88%
07241 Dividendes (Sonatel, banques, BCEAO etc.)	43 000 000	28 000 000	30 200 000	2 200 000	7,86%
072414 Commissions de Transferts hors UEMOA	12 567 034	12 567 034	13 800 000	1 232 966	9,81%
07245 Intérêts créditeurs	3 000 000	3 000 000	3 000 000	0	0,00%
0729- Autres recettes non fiscales	7 200 000	7 200 000	9 800 000	2 600 000	36,11%
072999 Autres recettes non fiscales non ventilées	7 200 000	7 200 000	9 800 000	2 600 000	36,11%
TOTAL 0723, 0724, 0729	65 767 034	50 767 034	56 800 000	6 032 966	11,88%

ANNEXE 10 : TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES (0721 à 0729)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
0721- REVENUS DE L'ENTREPRISE ET DU DOMAINE	67 731 775	67 731 775	64 700 000	-3 031 775	-4,48%
0724- PRODUITS FINANCIERS	58 567 034	43 067 034	47 000 000	3 932 966	9,13%
0729- AUTRES RECETTES NON FISCALES	7 235 320	7 235 320	9 800 000	2 564 680	35,45%
TOTAL RECETTES NON FISCALES	133 534 130	118 034 130	121 500 000	3 465 870	2,94%

ANNEXE 11 : DONS ET LEGS (Article 012 et Paragraphe 0742)

En milliers FCFA

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFI 2021	LFR1 2021	LFR2 2021	ECARTS LFR2 2021/LFR1 2021	TAUX ECART
ARTICLE 012 - Dons projets et Legs	268 000 000	228 000 000	223 000 000	-5 000 000	-2,19%
TOTAL DONS LEGS ET EMPRUNTS	268 000 000	228 000 000	223 000 000	-5 000 000	-2,19%

ANNEXE 13 : NOUVELLES DISPOSITIONS FISCALES PREVUES DANS LA LFR1 2021

ARTICLE 19 : Disposition relative au PROMAD

Exposé des motifs

Dans le cadre de l'amélioration des procédures douanières pour leur simplification, il est fait recours à des technologies de pointe permettant d'assurer un contrôle fluide et ciblé des expéditions. C'est pourquoi il a été préconisé une modernisation accrue de l'administration à travers le programme d'équipement en moyens de contrôle de dernière génération. C'est ainsi que le Programme de Modernisation de l'Administration des Douanes (PROMAD) a été institué. Il se décline à travers 3 grappes que sont : l'informatisation généralisée des procédures et formalités, le renforcement des moyens de lutte contre la fraude et l'acquisition d'équipements et d'infrastructures de dernière génération. La réalisation des projets contenus dans chaque grappe permettra à l'administration douanière d'offrir aux usagers des prestations en phase avec les standards les plus élevés, de consolider et d'accroître la mobilisation des recettes mais surtout de sécuriser davantage le territoire douanier face aux risques liés à la criminalité transfrontalière organisée (CTO).

A la faveur de ce programme, la Douane vise :

- une augmentation continue des recettes ;
- un endiguement de la fraude ;
- un allègement et un ciblage des contrôles par la technologie ;
- un meilleur maillage du territoire douanier terrestre ;
- une meilleure surveillance du territoire douanier maritime ;
- une rationalisation et une amélioration du temps de passage en douane ;
- la délivrance d'un ticket libératoire.

Texte de l'article 19

« Il est institué au titre du PROMAD, un prélèvement au taux de 3%. L'assiette de ce prélèvement est constituée par la valeur en douane des marchandises éligibles à l'exclusion aussi des régimes douaniers et fiscaux favorisant la promotion des Investissements ».